

Journalismes en Turquie post-2011 : acteurs, actrices et pratiques professionnelles en contexte de crises

Responsable

Solène Poyraz

(EHESS, CETOBaC / IFEA,
Université de Galatasaray)

Jeudi 13 juillet 2023

11h-13h

Salle Athéna 048

Discutant

Enrique Klaus

(Université de
Galatasaray - Transitions –
Université Côte d'Azur, IRMC)

Intervenants

Nouran Gad

(Mesopolhis, Amu, Sciences Po
Aix / IFEA)

Maena Berger

(EHESS, CESSP / IFPO, IFEA)

Solène Poyraz

(EHESS, CETOBaC / IFEA,
Université de Galatasaray)

Résumé de l'atelier

Dans le dernier classement de 2022 de l'ONG Reporters Sans Frontières (RSF), la Turquie se trouve au 149^e rang sur un total de 180 pays. Son manque de pluralisme médiatique et ses mesures discriminatoires envers les journalistes sont régulièrement soulignés. La Turquie compte aujourd'hui une dizaine de journalistes en prison alors que d'autres ont pris le chemin de l'exil, sont encore en procès, ou sont censuré-e-s. Dans ce contexte, il est de plus en plus difficile de produire et fournir une information indépendante. Néanmoins, si l'on assiste à une fermeture de l'espace de liberté d'expression dans le champ médiatique, d'autres fenêtres d'opportunité pour des professionnels des médias s'ouvrent en Turquie. C'est à Istanbul que de nombreux médias arabophones ont leurs sièges. Dans toute la Turquie, une partie importante de la population immigrée depuis 2011 se reconvertit dans les carrières de journalistes freelance. Pour autant, certains sujets restent tabous, et marquent la précarité d'un milieu en expansion tout en étant dépendant de la situation politique turque.

Quel est l'état du(des) journalisme(s) en Turquie aujourd'hui ? Cet atelier thématique s'intéresse à l'évolution des pratiques mais aussi aux différents acteurs et actrices basé-e-s en Turquie. En nous appuyant sur nos travaux de recherche doctorale, nous montrerons que ces pratiques semblent tout autant affectées par les changements socio-politiques dans la région que par la politique étrangère de la Turquie ainsi que par sa politique intérieure de plus en plus marquée par la répression et la polarisation. En abordant dans le détail les acteurs et les actrices concerné-e-s et leurs pratiques, nous mettrons également en exergue les stratégies de résistance mises en place pour exprimer et diffuser, malgré tout, une information indépendante et de qualité.

Programme

Nouran Gad

Journalismes arabes à Istanbul : des espaces de liberté d'expression à géométrie variable

Le bouleversement de plusieurs espaces politiques, économiques et sociaux de plusieurs pays de la région MENA a conduit à l'intensification des flux migratoires. La Turquie semble une destination privilégiée, qui permet l'installation de populations exilées soutenue par un discours d'accueil par les dirigeants de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi).

L'investissement, tant économique que politique, dans le champ médiatique est particulièrement saillant au sein des différentes communautés arabophones installées à Istanbul. Alors que la liberté d'expression est quasi-inexistante dans leurs pays d'origine, la carrière

de journaliste exilé consiste à devenir un porte-voix pour les différentes oppositions arabes. Soutenues par des financements extérieurs et par une législation plus souple en Turquie, les initiatives médiatiques se multiplient dans la majorité des communautés arabes installées à Istanbul. Dans un pays où la liberté de la presse est régulièrement entravée, se pose ainsi la question de l'étendue des possibilités octroyées à ces populations. Cette communication permettra de présenter « une scène médiatique arabe sous influence », mais également de questionner les rapports de dépendance au contexte politique des pays d'origine et de la société d'accueil.

Maena Berger

Les conditions socio-professionnelles des producteurs-rice-s de l'information sur la Syrie à partir de la Turquie

Dès 2011, la Turquie, en plus d'avoir été une terre d'accueil pour des millions de syrien-ne-s fuyant leur pays, a également été l'un des lieux privilégiés de la production de l'information sur la situation en Syrie. Les villes d'Antakya et de Gaziantep, proches de la frontière syrienne, sont devenues de véritables « bases-arrières », des hubs médiatiques, où circulaient les acteurs et actrices principales de cette production (humanitaires, médias internationaux et locaux, fixeurs-journalistes) et où des initiatives journalistiques ont vu le jour (notamment des formations professionnelles proposées par des agences de presse telles que l'Agence France Presse - AFP - et Reuters ainsi que par l'agence française de développement médias, Canal France International - CFI).

Cette communication présentera ces espaces sociaux locaux et rendra compte, en s'appuyant sur une vingtaine d'entretiens suivis avec des fixeurs-journalistes syriens basés à Gaziantep et Antakya et des journalistes-correspondant-e-s/reporter-e-s vivant majoritairement à Istanbul, de la disparité des profils sociologiques, des trajectoires professionnelles de ces protagonistes et de l'évolution de leurs conditions de travail en Turquie.

Solène Poyraz

Raconter la Syrie, à quel prix ? Mise en forme et censure chez les journalistes de Turquie

« Critiquer les politiques de la Turquie en Syrie est devenu interdit », explique dans un entretien le journaliste Irfan Aktan. En évoquant le cas de Can Dündar, le journaliste qui a révélé la livraison d'armes de la Turquie à des groupes terroristes en Syrie et qui est maintenant réfugié en Allemagne, il précise : « quand on est journaliste, on sait qu'on doit agir en un seul coup, on doit lancer l'information et se préparer à partir ».

En Turquie, la thématique syrienne est à hauts risques. On se souvient de la publication en 2019 du rapport du Think tank S.E.T.A. intitulé *Les prolongements en Turquie des organes médiatiques internationaux*, dans lequel une liste des journalistes n'ayant, selon ce rapport, « pas bien couvert » les événements avait été dressée. Peu de temps après, des arrestations avaient eu lieu parmi les journalistes nommés. Traiter de la Syrie n'est pas interdit en soi mais cela nécessite une « mise en forme » (Bourdieu, 2012). Certains journalistes font la « bonne » Une et sont récompensés : Mehmet Demir du journal local de Gaziantep, *Pusulâ Gazetesi*, a ainsi reçu un prix de Binali Yıldırım en personne, alors Premier ministre, pour avoir fait un article sur Jerablus s'intitulant « Jerablus libre », quelques heures après l'opération des forces armées turques.

Les pratiques du journalisme ont souffert de cette crise syrienne, qui a crispé les positions tout en redessinant les frontières du dicible et de l'ineffable dans un contexte de plus en plus autoritaire. Les procès exemplaires et les évictions, mais aussi les stratégies adoptées et les réseaux de solidarité instaurés, seront au cœur de la communication. À travers une quinzaine d'entretiens, cette dernière montrera comment l'événement syrien a été décisif dans la pratique d'un certain journalisme en Turquie.